



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

26/27 | 2003

Varia

L'opposition républicaine aux fêtes civiques du Second Empire : fête, anti-fête, et souveraineté

Sudhir Hazareesingh



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/742>

DOI : 10.4000/rh19.742

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 149-171

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Sudhir Hazareesingh, « L'opposition républicaine aux fêtes civiques du Second Empire : fête, anti-fête, et souveraineté », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 26/27 | 2003, mis en ligne le 19 février 2008, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/742> ; DOI : 10.4000/rh19.742

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Tous droits réservés

L'opposition républicaine aux fêtes civiques du Second Empire : fête, anti-fête, et souveraineté

Sudhir Hazareesingh

- 1 Composante essentielle de la mémoire et de la culture politique française pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, la résistance républicaine à l'instauration d'un régime bonapartiste en France après le coup d'État de 1851 a récemment fait l'objet de plusieurs travaux et d'études importantes¹. Mais la notion de résistance doit aussi être comprise dans une durée plus longue. Une fois le Second Empire en place, beaucoup de républicains continuèrent leur lutte contre le pouvoir impérial par des moyens et à partir de lieux divers : de l'exil, et en particulier de la Suisse, de la Belgique, et de l'Angleterre² ; au niveau associatif, par de petits groupes qui tentèrent de se reconstituer après l'hécatombe du 2 décembre, avant de fleurir dans les années 1860³ ; dans la sphère politique, où se reconstruisit progressivement un parti national qui deviendra le fer de lance de l'opposition parlementaire au régime ; intellectuellement, par l'éclosion de journaux et de revues, et par des débats intra-républicains sur des questions essentielles touchant à la vie dans la cité⁴ ; et culturellement par des tentatives de maintenir la symbolique et la sociabilité républicaine en face d'un régime qui exploitait intelligemment l'espace public pour y investir ses propres signes – notamment pendant l'organisation de ses cérémonies politiques et civiques⁵.
- 2 Cet article met en lumière un aspect de cette action collective de résistance républicaine qui reste méconnu : l'opposition manifestée par les républicains aux fêtes civiques du Second Empire, et en particulier à la fête nationale du 15 août. Dans une perspective diachronique, ces événements nous permettent en premier lieu de constater les éléments de continuité dans les formes d'opposition politique en France entre 1815 et 1870. En manifestant publiquement, par des gestes symboliques et concrets, leur hostilité aux fêtes et commémorations du régime impérial, les groupes républicains du Second Empire puisèrent dans les pratiques de « l'anti-fête » qui remontaient aux traditions contestataires de la Restauration et à la Monarchie de Juillet⁶. Cette opposition

républicaine à la fête impériale jette aussi un nouvel éclairage sur l'importance des pratiques politiques locales sous le Second Empire ⁷. Nous tenterons ici de suivre le fil de l'histoire du républicanisme au niveau local – une culture politique qui reste difficile à saisir en raison de l'extrême fragmentation institutionnelle du mouvement républicain, particulièrement dans les premières années de l'Empire ⁸. Soulignons d'emblée qu'il sera généralement question dans cet article non des élites nationales ou locales, mais plutôt d'hommes et de femmes qui agissaient souvent spontanément ou par l'entremise de petits réseaux qui demeurèrent actifs dans les années 1850, et sur lesquels s'appuyèrent éventuellement les cadres locaux du mouvement républicain pendant les années de l'Empire libéral.

- 3 Institution essentielle dans le cadre de cette recomposition : la municipalité, qui devint sous le Second Empire un enjeu de pouvoir important – surtout en raison de l'élection des conseillers au suffrage universel masculin ⁹. Ces échéances électorales permirent souvent aux républicains de s'installer dans les conseils municipaux dès les années 1860. Derrière ces combats passionnés autour de la fête nationale du Second Empire se dessinait un clivage plus fondamental sur la notion de souveraineté, incarnée par la personne de l'Empereur dans la tradition napoléonienne, et représentée par le « peuple » dans son abstraction pour les républicains. Mais il ne s'agissait pas seulement de disputes philosophiques. En exprimant leur opposition à la fête nationale dans sa version bonapartiste, les groupes républicains locaux se démarquaient de la souveraineté impériale, mais affirmaient aussi leur conception de la souveraineté comme pratique politique – c'est-à-dire la légitimité d'une intervention directe et sans intermédiaires officiels du peuple dans les affaires de la cité. « Le peuple seul est souverain » affirmèrent un groupe d'exilés républicains après le coup d'État, avec peut-être plus d'espoir que de certitude ; « lui seul saura mieux que nous ce qui devra être accompli, il sera plus intelligent, révolutionnaire, plus fort qu'aucun d'entre nous » ¹⁰. Derrière la rhétorique républicaine il y avait là le constat d'une réalité politique indiscutable : après 1851, les formes d'opposition républicaines étaient complètement à réinventer ¹¹. Les pratiques locales et décentralisées des opposants républicains aux fêtes civiques du régime impérial, puisant aux sources de la tradition militante incarnée par le principe de la souveraineté du peuple, représenteront un des éléments de réponse à ce défi politique.
- 4 Cet article est fondé sur des recherches plus larges sur les fêtes civiques du Second Empire, sur lesquelles nous préparons un ouvrage ¹². Nous avons travaillé aux Archives Nationales à Paris dans les séries F1^{CI}, F7, BB18 et BB30 ; nous avons également consulté les fonds de la série M sur ces célébrations dans une vingtaine d'archives départementales (Aveyron, Bouches-du-Rhône, Côte-d'Or, Dordogne, Doubs, Gard, Gers, Gironde, Hérault, Indre-et-Loire, Isère, Loire-Atlantique, Marne, Meuse, Nord, Rhône, Seine-Maritime, Somme, Tarn, Var, Vaucluse, et Yonne). Ce dépouillement nous a permis de travailler non seulement à partir des rapports des préfets et des procureurs généraux, qui observaient les festivités à distance, mais aussi des comptes rendus des agents locaux : sous-préfets, maires, gardes champêtres, gendarmes, et commissaires de police. Ces témoignages directs se sont révélés d'une très grande utilité et nous ont permis de placer les événements politiques dans leur contexte local. Mais dans quelle mesure peut-on construire une étude de la « résistance républicaine » à partir de sources de surveillance de ce type ? Le problème mérite d'être posé. Comme le souligne François Ploux dans un ouvrage récent également basé exclusivement sur les archives de la répression, les informations recueillies par les autorités étaient souvent parcellaires, et leur

reconstruction pouvait souvent donner lieu à des distorsions ; il y avait aussi sans doute une tendance à privilégier les éléments politiques, voire à les sur-représenter¹³. Il y a aussi, reconnaissons-le, un cas particulier posé par les sources administratives de l'époque impériale. Les historiens français restent souvent très soupçonneux à l'égard des fonctionnaires du Second Empire, de ces hommes qui renièrent explicitement leur passé républicain (sous la Seconde République) pour prêter serment au régime impérial. Quel crédit, donc, donner à la parole de ces « renégats » ?

- 5 Il est indéniable que les autorités locales pouvaient parfois exagérer l'importance de l'activité « oppositionnelle » aux fêtes impériales pour des raisons intéressées – notamment pour se mettre personnellement en valeur, ou afin de stigmatiser des opposants déjà connus pour leur opposition au coup d'État de 1851, ou tout simplement pour donner au manque d'enthousiasme des citoyens pour la fête du 15 août une coloration politique (et donc plus honorable) alors qu'il ne s'agissait que d'apathie ou d'indifférence locale. Mais ce genre de distorsion n'est guère propre aux fonctionnaires bonapartistes : le même type d'appréciation pourrait s'appliquer aux travaux historiques rédigés à partir des rapports officiels des régimes républicains. D'ailleurs puisque nous avons ici affaire à une objection *a priori*, nous pourrions tout aussi facilement soutenir l'argumentation inverse : pourquoi les autorités auraient-elles pris le risque de mentionner des manifestations d'anti-bonapartisme dans leurs contrées alors qu'il aurait été plus simple pour elles de les passer sous silence ? Si les fonctionnaires du Second Empire avaient vraiment été aussi cyniques et calculateurs que l'a soutenu une certaine légende noire du bonapartisme (dont la flamme est toujours vaillamment entretenue en France par les zélés d'une histoire républicaine militante) ils auraient tous rédigé des rapports « à la soviétique ». Or c'est bien loin d'être le cas.
- 6 Nous avons donc conclu que, bien qu'ils doivent être maniés avec quelques précautions – comme toutes les rédactions officielles de ce type – ces rapports constituent dans leur ensemble une source fiable. Cette conclusion est justifiée aussi par plusieurs raisons particulières. En premier lieu, ces comptes rendus sont souvent extraordinairement détaillés, avec des précisions minutieuses sur le déroulement exact des événements et des résistances locales aux célébrations du 15 août (il n'est pas rare de voir mentionner, par exemple, le nombre précis de maisons particulières qui n'étaient pas illuminées dans une commune le soir de la fête nationale – une énumération parfois suivie des noms des propriétaires). Ensuite, ces rapports étaient souvent empreints d'une grande liberté de ton : si les préfets maniaient volontiers la langue de bois dans leurs comptes rendus au ministre de l'Intérieur, les agents subalternes faisaient preuve de beaucoup moins de retenue, signalant scrupuleusement autant les manifestations d'enthousiasme des populations locales que le manque de « patriotisme » de certaines populations, classes sociales, ou individus. Notons également ici que le même événement pouvait être couvert par plusieurs agents, ce qui permet évidemment des recoupements et comparaisons rétrospectives. Dans les cas d'incidents ou de troubles politiques vraiment importants nous disposons souvent d'au moins sept rapports parallèles : celui du maire, du commissaire de police (ou de la gendarmerie), du procureur, du sous-préfet, du garde-champêtre, et du curé (parfois aussi du représentant de l'autorité militaire).
- 7 Il y a enfin derrière tous ces points un phénomène cumulatif et qualitatif : après avoir consulté plusieurs milliers de rapports dans les archives nationales et départementales nous avons pu recenser non seulement des cas spécifiques d'activité oppositionnelle mais surtout des types de pratiques qui se reproduisaient partout en France. Plutôt que les cas

particuliers ou les itinéraires individuels se situant dans un contexte micro-historique, ce seront surtout ces formes d'activité agrégées et collectives qui nous intéresseront dans cet article.

I

- 8 Que les républicains ne furent guère sensibles à la féerie de la fête impériale n'a rien d'étonnant. Le coup d'État de 1851, la répression impitoyable qui s'abattit sur les intellectuels et militants républicains, la liquidation de l'héritage symbolique de la République de 1848 (les « arbres de la liberté » furent abattus, et le slogan « liberté-égalité-fraternité » promptement effacé de tous les édifices et monuments publics), et le rétablissement de l'Empire semblèrent illustrer puis confirmer la trahison par Louis-Napoléon de son engagement républicain ¹⁴. Avant même sa rupture avec la Seconde République, le Prince-Président avait voulu tourner le dos à la tradition festive républicaine, symbole des « discordes civiles passées », en instituant la Saint-Napoléon comme fête nationale. La condamnation républicaine de cette fête nationale du Second Empire (célébrée à partir du 15 août 1852) ne se fit pas attendre. « Vains et puériles amusements, sans objet, sans ambition, sans conséquence » ¹⁵: le verdict du *Dictionnaire de l'Économie Politique* d'Alfred Legoyt (1854) fut sans appel. S'il fut plus laconique, Michelet, qui tint méticuleusement son *Journal* sous le Second Empire, n'en fut pas moins sévère, fustigeant en 1865 le « son futile de cloches » qui le réveilla à cinq heures du matin ¹⁶.
- 9 Dans leur rejet des fêtes du Second Empire, les républicains ne furent pas guidés seulement par la conjoncture, ou par leur hostilité personnelle pour Napoléon III. Ils se référèrent aussi à leurs traditions et à leurs principes. Déjà au siècle des Lumières Rousseau – toujours lu avec avidité par les républicains du XIX^e siècle, même s'ils le citèrent rarement – avait rappelé aux Polonais que les fêtes civiques devaient éviter tout étalage de « luxe ». Il avait ajouté : « les fêtes d'un peuple libre doivent toujours être caractérisées de décence et de solennité, et on ne doit présenter à l'admiration publique que ces objets qui sont dignes de son estime » ¹⁷. Cette conception rousseauiste avait largement inspiré les fêtes de la Révolution – notamment la fête de la Fédération en 1790, ce moment passager de concorde civique qui hanta l'imaginaire de toutes les générations républicaines au XIX^e siècle ¹⁸. C'est cette même approche philosophique de « régénération civique » qui inspira les fêtes de la Seconde République ¹⁹.
- 10 Les fêtes du Second Empire, dans cette perspective plus large, semblèrent aux antipodes de la tradition républicaine : philosophiquement, elles apparaissaient comme des célébrations non du principe de souveraineté populaire, mais plutôt du règne « Césarien » d'un seul homme ; politiquement, elles semblaient vouloir inspirer non le libre dévouement à la chose publique, mais l'acceptation résignée et forcée d'un pouvoir politique nouveau ; moralement, surtout, elles donnaient l'impression de promouvoir non les facultés et principes de vertu républicaine tels la raison ou l'intelligence ²⁰, mais ses pires vices : l'adoration de la luxure, l'hédonisme, et l'égoïsme ²¹. La *fête impériale* fut donc perçue comme un encouragement à la corruption de l'esprit civique – phénomène qui ne pouvait que promouvoir la servilité à l'égard du régime dictatorial. Comme le dit Jules Barni : « esclave du plaisir et de l'ostentation, comment ne le serait-il pas de son César ? » ²².
- 11 La résistance des républicains aux célébrations napoléoniennes sous le Second Empire doit donc être interprétée dans ces contextes multiples : il s'agissait, au-delà de simples gestes d'opposition qui occupaient le terrain et illustraient leur existence en tant que communauté politique, de lutter contre l'Empire en portant la contradiction aux

bonapartistes, de faire valoir la persistance et la richesse de leurs propres traditions historiques, d'utiliser ces événements culturels pour refonder leurs liens civiques et tisser leurs réseaux politiques, et enfin – et surtout – de préparer symboliquement l'avènement de la République nouvelle, en exerçant eux-mêmes (par leurs gestes de dissidence) la souveraineté politique que prétendait incarner le régime impérial. La célébration du passé, la lutte contre un présent incertain, et la foi en l'avenir se retrouvèrent donc entremêlés dans ces gestes politiques pendant les fêtes civiques de l'Empire.

- 12 Pour saisir l'importance fondamentale des rites d'opposition républicains dans les premières années de l'Empire, il faut se rappeler que partout en France les gestes symboliques étaient les seuls moyens d'expression restants pour un parti qui avait littéralement été décapité à Paris comme en province en 1851-1852. Les rites d'opposition au nouvel ordre impérial devinrent, dans ce contexte, à la fois une façon de manifester que les républicains existaient toujours, et aussi qu'ils conservaient toute leur foi dans l'avenir. Au moment où les intellectuels républicains parisiens confiaient volontiers leur abattement – Émile Ollivier nota en 1853 que le sentiment dominant était « la crainte plutôt que l'espoir »²³ – les sympathisants républicains locaux refusaient souvent de courber l'échine. Ainsi lorsque les « arbres de la liberté » furent coupés dans toutes les communes de France après le coup d'État de 1851, des petits groupes de républicains vinrent ramasser les morceaux de bois qu'ils ramenèrent chez eux « comme de précieuses reliques »²⁴. À Simorre (Gers) au début de janvier 1852, les républicains laissèrent aussi un message à côté du tronc, trouvé par la gendarmerie locale : « Espoir, bonheur, tu es heureux qu'il te reste encore des racines, au mois de mai prochain tu deviendras sublime »²⁵.
- 13 L'opposition aux fêtes civiques du Second Empire s'inscrit dans cette même logique identitaire. En même temps le but était aussi très politique : nier la souveraineté de Napoléon III, dont le pouvoir et la légitimité n'étaient pas reconnus. Il s'agissait donc pour les républicains locaux, tout en se comptant, d'empêcher que les célébrations du souverain dans leurs communes ne prennent une tournure trop enthousiaste. La forme la plus commune que prit cette opposition fut l'encouragement à la résistance passive, que nous pourrions aussi appeler un « retrait actif » : un éloignement volontaire de la sphère publique, mais un éloignement qui ne laissait aucun doute sur les sentiments politiques contestataires qui la sous-tendaient. Expliquant l'attitude « réservée » voire « indifférente » de la population locale pendant la fête nationale à Varennes (Meuse), le maire bonapartiste ne put cacher son dépit : « nous avons ici, dans plusieurs degrés de la population, un certain nombre d'hommes boudeurs et opposés plus ou moins sourdement au nouvel ordre des choses »²⁶. Ces groupes de républicains furent parfois cités nommément dans les rapports des agents de l'État, ou parfois affublés de titres ironiques : le commissaire de police du canton de Lannoy (Nord) les appela « la société des mécontents »²⁷. Mais il est bien apparent que cette résistance passive des républicains locaux fut redoutablement efficace, car elle empêcha souvent le ralliement de toute la population locale le jour de la fête de l'Empereur. Dans beaucoup de rapports, les maires se plaignirent d'ailleurs de leur impuissance, rendant en même temps un hommage involontaire à leurs adversaires idéologiques²⁸.
- 14 Dans les communes où ils ne furent qu'une petite poignée, les républicains arrivèrent quand même à se faire remarquer – notamment par leur refus d'illuminer leurs demeures pendant la soirée du 15 août, malgré les injonctions d'usage du maire. Ces ténèbres apparurent porteuses d'espoir au commissaire de police de Masseube (Gers) : « il est facile

de reconnaître les demeures des *démocrates*, qui, voulant rester fidèles à leurs principes se sont abstenus de toute activité. Cela a eu pour effet de rendre leurs demeures très lugubres, ce qui semble annoncer leur fin imminente »²⁹. À Mirebeau (Côte-d'Or) en 1855 les hommes qui refusent d'illuminer leurs maisons sont même nommés : « Maillot le pharmaciste ; Sauvageot, vétérinaire ; Blot le gérant du Café de la Côte-d'Or ; Durand, propriétaire du Café du Commerce ; et Voire, aubergiste et boulanger »³⁰ (nous ne pouvons bien entendu affirmer qu'il s'agissait ici tous de républicains, encore que leurs origines sociales le laisserait fortement supposer, d'autant que le département était connu sous le Second Empire pour ses poches de résistance républicaines). Dans le bastion bonapartiste de Saint-Orse (Dordogne) en 1866 toutes les demeures étaient brillamment éclairées la nuit du 15 août « à l'exception de M. Bron, conseiller municipal d'opposition, et M. Monnier, l'instituteur public »³¹. À Besançon, en 1859 les républicains, mécontents de la conclusion (prématurée à leurs yeux) de la guerre d'Italie refusèrent toute part aux célébrations de la fête nationale et s'abstinrent d'illuminer leurs maisons³².

II

- 15 Les républicains purent également, dans certains cas, faire preuve de « présence active » en manifestant publiquement leur opposition à l'Empire – notamment en apparaissant en groupes lors des manifestations collectives dans leurs localités. Sous les jours les plus sombres de l'Empire autoritaire, cette présence resta très feutrée : ainsi les républicains utilisèrent les funérailles de leurs dirigeants et militants pour organiser des réunions politiques, qui prirent typiquement la forme de brèves allocutions au cimetière – pratique formellement dénoncée par le ministre de la Police Maupas dans une circulaire aux préfets en Mars 1853³³ mais que les autorités locales tolérèrent parfois³⁴. Dans le Bas-Languedoc, les républicains furent aussi nombreux à venir aux courses de taureaux, d'autant plus que ces activités furent souvent dédaignées par la bourgeoisie locale et par l'Eglise³⁵. Dans le cas des fêtes patronales, qui prirent une importance considérable dans le calendrier festif français au XIX^e siècle,³⁶ les républicains du Second Empire renouèrent rapidement avec leurs pratiques d'avant 1851, où ils avaient pris l'habitude de transformer ces manifestations de sociabilité locale en une démonstration de leur capacité à occuper le terrain³⁷. Un exemple parmi beaucoup : à Brignoles (Var) en 1853 les républicains (dont un nombre de détenus politiques fraîchement libérés) boudèrent la fête de l'Empereur mais se manifestèrent en force le jour de la fête patronale – passant, en d'autres termes, d'un retrait actif à une présence active³⁸.
- 16 Lieux essentiels qui permettaient le passage d'une condition à une autre : le cabaret et le café. Sous le Second Empire le nombre de cabarets augmenta constamment, passant de 291 244 en 1855 à 364 875 en 1870³⁹. Ces établissements étaient souvent gérés par des républicains, et les militants locaux s'y retrouvaient volontiers le jour de la fête nationale. Un « tableau statistique des hommes dangereux » du département du Var sous le régime de Napoléon III montrait qu'un tiers des républicains notoires étaient soit des cafetiers soit cabaretiers. Le rapport soulignait spécifiquement que plusieurs d'entre eux « recevaient des démagogues chez eux » ou « étaient en correspondance avec des démagogues ». D'un certain Jean Baptiste Crépin Cestanier, il fut dit que « son établissement n'est fréquenté que par les démagogues les plus fanatiques »⁴⁰. Dans les départements de l'Ariège et du Tarn-et-Garonne, les cabarets étaient connus pour être les lieux de rencontre privilégiés des militants républicains, et étaient sous haute surveillance policière⁴¹. Beaucoup d'incidents politiques recensés le jour de la fête nationale partirent des cafés, comme à Toulouse en 1853, où le passage des troupes fut

hué par les clients d'un établissement connu pour être un lieu de rencontre « de légitimistes exaltés et de républicains démagogues »⁴².

- 17 Notons que tous ces gestes démontrent non seulement l'existence d'opinions républicaines à l'échelle individuelle, mais aussi de réseaux plus ou moins souterrains d'information et d'activité. Même aux heures les plus difficiles de l'Empire autoritaire, le parti républicain restait donc présent sur le terrain, comme le reconnaissaient d'ailleurs les bonapartistes. Après les funérailles d'un homme politique connu pour son passé républicain en 1855, le sous-préfet de Brignoles (Var) ne put que se rendre à l'évidence : « le parti démocratique a fait aujourd'hui une démonstration pacifique il est vrai, mais qui n'en indique pas moins que ce parti n'est pas dissout et obéit en masse au premier signal de ses chefs »⁴³.

III

- 18 L'opposition républicaine au cérémonial du 15 août pouvait aussi prendre des formes vestimentaires. Quelle meilleure démonstration d'autonomie que le refus de rendre hommage à la fête nationale ? Il y avait ici plusieurs possibilités symboliques. D'une part, il y avait ce que nous appellerions le « sous-habillement ». Ainsi les ouvriers républicains à Issoire (Puy-de-Dôme) se présentèrent en tenue de travail le jour de la fête nationale en 1858, une insulte à l'Empereur qui ne passa pas inaperçue⁴⁴. D'autre part, il y avait aussi des cas de « sur-habillement », où les républicains s'affichèrent dans leurs couleurs préférées. Dans les premières années de l'Empire, la couleur rouge était explicitement associée au militantisme républicain, et les cas de plusieurs « démagogues » arrêtés au printemps de 1852 pour port excessif du rouge sont bien documentés⁴⁵. Mais cette atmosphère délétère n'empêcha pas les républicains les plus téméraires d'afficher haut et fort (c'est le cas de le dire) leurs couleurs. Dans la ville de Saint-Maximin (Var) en 1854 la police nota que l'un des dirigeants républicains locaux, Flavien Queyreti, « porte fréquemment, notamment le Dimanche, sur le côté gauche de sa veste, une bande rouge. Le bas de son pantalon, l'extrémité des manches de sa veste ou de son tricot sont également distingués par une étoffe rouge ». Mais l'arme la plus menaçante de ce « démagogue dangereux » était cachée sous sa veste : « Queyreti porte aussi une ceinture rouge »⁴⁶. Nous pouvons sans difficulté imaginer l'effet provocateur produit par ce militant républicain le jour de la fête de l'Empereur, lorsqu'il se promenait dans la ville en affichant littéralement ses couleurs.
- 19 Les républicains s'organisèrent aussi pour empêcher le succès de la sociabilité de la fête nationale. Les distributions et collectes charitables représentèrent l'un des aspects les plus importants des célébrations au niveau local ; dès 1852 le ministre de l'Intérieur Persigny avait d'ailleurs souligné que le Prince-Président était très désireux de voir la fête nationale marquée par des actes de charité, et chaque année les préfets insistèrent sur cet aspect dans leurs circulaires aux maires sur l'organisation de la Saint-Napoléon⁴⁷. Dans beaucoup de municipalités, des souscriptions publiques furent lancées à cet effet, et le zèle et le patriotisme des dirigeants bonapartistes locaux fut souvent jugé par le chiffre récolté. Mais les républicains locaux veillèrent, et arrivèrent parfois à freiner l'ardeur charitable des citoyens – du moins si nous croyons le sous-préfet d'Apt (Vaucluse), qui s'en lamenta ouvertement en 1858⁴⁸. Les « démagogues » joignirent aussi l'utile à l'agréable en organisant des rencontres privées entre eux pendant la fête nationale. Ainsi à Pézenas (Hérault) un petit groupe de républicains socialistes prirent l'habitude de célébrer la fête du 15 août par un banquet privé ; ils changèrent chaque année le lieu où se tint cette rencontre afin de ne pas éveiller les soupçons de l'administration⁴⁹. À Joigny

(Yonne) les républicains organisèrent des « banquets civiques » certains jours de l'année, notamment pendant l'anniversaire de la Première République (le 22 septembre) ; ils se réunirent également le jour de la fête de l'Empereur. En 1862 ce groupe comprenait des anciens détenus politiques de 1851, des militants républicains, mais aussi des conseillers municipaux de la ville – symbolisant ici le brassage des générations républicaines aux débuts de l'Empire libéral ⁵⁰.

- 20 Ces réseaux de citoyens républicains qui se reconstituèrent sous le Second Empire pouvaient aussi servir à d'autres missions politiques – notamment la dissémination de la propagande. Dans les années 1850, comme le souligne Tchernoff, les républicains « inondèrent littéralement la France de leurs publications » ⁵¹. Cette propagande fut souvent inspirée par les exilés républicains en Angleterre, Belgique, et Suisse, qui entretenaient des relations soutenues avec des correspondants français. La répression policière s'acharna surtout contre les objets commémoratifs et emblématiques, qui pouvaient être distribués le jour de la fête de l'Empereur. En 1853 la police perquisitionna chez Perchet, fabriquant d'images à Dijon bien connu pour ses sympathies socialistes ; les limiers de l'Empire y confisquèrent un grand nombre de bustes de Robespierre, Saint-Just, Ledru-Rollin, et Félix Pyat, ainsi qu'une collection de représentations allégoriques de la République, notamment des statues de Marianne ⁵². Autres réseaux importants : ceux des producteurs de pamphlets et de petites brochures républicaines, qui donnèrent du fil à retordre aux policiers impériaux après 1852. Le ministre de l'Intérieur mit ses préfets en garde en octobre 1853 contre un immense réseau de propagande républicaine dont le centre d'opération était à Lyon, avec des liens avec Rome, Milan, le Duché de Bade, la Belgique et l'Angleterre ⁵³. Les militants républicains se réunirent régulièrement dans les villes frontalières, comme à Meunin (Belgique) d'où ils organisaient l'acheminement du matériel vers la France ⁵⁴.
- 21 L'agitation républicaine pouvait aussi prendre des formes souterraines –notamment dans l'organisation de sociétés secrètes, qui semblèrent avoir proliféré dans les années 1850 et dont l'histoire (malgré la présence de fonds considérables dans les archives nationales et départementales) reste à écrire. Grâce aux travaux des historiens, nous disposons de détails sur les agissements de certaines associations de ce type sous l'Empire autoritaire ⁵⁵. L'une des plus connues fut la Marianne ; très active dans le Cher en 1851, où elle comptait un nombre important d'ouvriers, elle fut écrasée impitoyablement après le coup d'État de 1851 ⁵⁶. Mais elle continua de mener une existence souterraine dans plusieurs régions : ainsi, dans le département du Doubs, elle était très active à Montbéliard, Pontarlier, Beaune-les-Dames et Besançon ; et elle a semblé réussir à recruter des ouvriers « dans les départements de l'Est » ⁵⁷. Mais les sociétés secrètes vivaient aussi dans l'imaginaire des autorités bonapartistes. Les républicains étaient en effet maîtres dans l'art de « l'instrumentalisation politique de la rumeur » ⁵⁸, utilisant la peur du désordre des agents nationaux et locaux de l'État pour entretenir un climat d'anxiété pendant les journées de la fête de l'Empereur. Ainsi en 1854 un vent de panique souffla dans le Loiret et l'Yonne après que des rumeurs firent état d'une « insurrection socialiste » qui se déroulerait le 15 août. L'histoire circula même jusqu'à Paris, et le ministre de l'Intérieur ordonna une enquête aux préfets des deux départements. Il s'avéra qu'il ne s'agissait que de rumeurs sans fondements ; le préfet de l'Yonne les fit remonter à un dénommé Jean Richer, qui aurait affirmé que « si le prix du pain n'est pas descendu à 10 sous le kilo pour la fête du 15 août il y aura des troubles à Paris » ⁵⁹. En juin 1853 une rumeur selon laquelle des prêtres auraient tenté d'assassiner l'Empereur prit corps dans

les quartiers populaires de Paris ; dans les mois qui suivirent l'histoire circula dans pas moins d'une quinzaine de départements, et empêcha manifestement la bonne tenue des célébrations de la fête du 15 août⁶⁰. Les rumeurs avaient déjà été utilisées par les conservateurs républicains sous la Seconde République pour faire monter la peur des « rouges » ; après 1851 les bonapartistes, les grands bénéficiaires de ces rumeurs, en deviendront les victimes⁶¹.

IV

- 22 Les conseillers municipaux jouèrent un rôle primordial dans la panoplie de gestes et de paroles républicaines de résistance lors des fêtes civiques du Second Empire. Le conflit dépasse largement le cadre festif du 15 août, mettant en scène deux questions fondamentales pour la sphère politique locale entre 1852 et 1870 : la légitimité démocratique et la souveraineté. Le régime municipal du Second Empire fut en effet gouverné par les lois de juillet 1852 et mai 1855, qui prévoyaient (malgré l'hostilité des conservateurs) l'élection des conseillers au suffrage universel et la nomination des maires par le pouvoir. Les élections municipales se déroulèrent donc en 1852, 1855, 1860, 1865 et 1870 (en pleine guerre franco-prussienne), dans une atmosphère de liberté beaucoup plus grande que les élections nationales⁶². De plus en plus victorieux de ces joutes électorales au fil des années, les républicains firent leur entrée dans les conseils locaux, justifiant ainsi la mise en garde du préfet de Tarn-et-Garonne en 1855 : « nous n'aurons jamais de bonnes et loyales administrations municipales tant qu'elles seront le fruit du soi-disant suffrage populaire »⁶³.
- 23 Ce fonctionnaire avait de bonnes raisons de s'inquiéter. Les conseillers républicains se transformèrent en effet en fers de lance de la dissidence locale pendant les célébrations de la fête nationale du 15 août. Quelques-uns commencèrent d'ailleurs le jour même de la naissance du nouveau régime issu du 2 décembre. La cérémonie civile de la proclamation de l'Empire en décembre 1852 fut célébrée à travers toute la France par une déclaration publique du maire. À Gignac (Hérault) les conseillers municipaux étaient là mais ils saluèrent l'annonce de la proclamation du nouveau régime par des « rires moqueurs »⁶⁴ (nous pouvons avancer sans trop de risques que ces mêmes élus ne célébrèrent pas la fête du 15 août avec grand entrain). Les élections municipales de 1852 produisirent un nombre de « municipalités détestables » dans les départements du Doubs, du Jura, et de la Haute-Saône ; dans ces contrées, également, très peu d'efforts furent accomplis pour célébrer dignement la fête de l'Empereur⁶⁵. Il ne s'agissait pas seulement de républicains, mais aussi de légitimistes, qui avaient leur manière bien spéciale de signaler leur dédain : à Auriol (Bouches-du-Rhône) les conseillers monarchistes répondirent au maire qui les sommait d'être présents au *Te Deum* du 15 août qu'ils « préféraient promener leurs chiens dans les bois plutôt que d'être présents à cette cérémonie »⁶⁶.
- 24 Les élections de 1855 et 1860 ne firent qu'aggraver les choses du point de vue des autorités bonapartistes. À Marsillargues (Hérault), les républicains devinrent majoritaires au conseil municipal, et les fêtes du 15 août se limitèrent au chant du *Te Deum* à l'église ; tout s'arrêta à midi⁶⁷. Dans le Vaucluse un seul conseiller municipal se présenta au *Te Deum* en 1857 dans la commune de Villeron, et seulement deux à Aubignan ; le sous-préfet ne manifesta guère d'étonnement, « étant donné que la situation politique dans ces communes laisse beaucoup à désirer »⁶⁸. À partir de 1860 les rapports administratifs commencèrent à craindre le pire ; après les élections dans plusieurs cantons de l'Yonne le procureur général se lamenta : « les choix ont été déplorables, les listes présentées par ceux qu'on appelle les républicains rouges ont été victorieuses presque partout »⁶⁹. Les

conséquences pour les célébrations du 15 août ne se firent pas attendre : les conseillers municipaux désertèrent les cérémonies en masse, comme par exemple à Brignoles (Var) où il semble qu'aucun élu ne se dérangea le jour de la fête nationale en 1860, 1861, et 1862. Le préfet, exaspéré par cette dissidence collective qui donnait le mauvais exemple à la population locale, demanda « plus d'action » de la part des autorités locales – sans grand succès ⁷⁰.

- 25 Mais quelle action envisager contre des conseillers qui étaient après tout des élus du suffrage universel, et donc les représentants d'une forme de « souveraineté » populaire ? Après les élections municipales de 1865, le procureur général de Besançon nota que « les républicains ont travaillé sans relâche pour investir les conseils municipaux, et un très grand nombre semblent avoir réussi » ⁷¹. De presque toutes les grandes et moyennes villes de France, des rapports du même genre firent état d'avancées électorales similaires. Cette transformation spectaculaire de l'équilibre du pouvoir à l'échelon local permit aux républicains d'influer de manière pesante sur les célébrations du 15 août dans les dernières années de l'Empire. Après les « victoires radicales » à Dijon et Beaune et « plusieurs autres localités » de la Côte-d'Or les fêtes officielles n'eurent guère d'entrain ; les autorités municipales ne firent aucun effort ⁷². À La Teste (Gironde), 13 des 21 membres du conseil municipal s'absentèrent de la commune ; leurs motifs étaient « clairement hostiles » au gouvernement impérial ⁷³. En disant peut-être trop, le premier magistrat ajouta que ces élus avaient refusé de se présenter pour « courtoiser leur popularité » – une expression qui en disait long sur l'état de l'opinion dans sa commune.
- 26 Dans les dernières années du Second Empire, les rapports administratifs indiquèrent souvent l'absence complète de conseillers aux cérémonies officielles du 15 août. Tel fut le cas à Cendrieux (Dordogne) en 1865 ⁷⁴ ; ainsi qu'à L'Isle ⁷⁵ et Pernes (Vaucluse) en 1868 et 1869, où les élus étaient tous des « républicains intransigeants » ⁷⁶. Le maire de Candillargues (Hérault) était splendidement isolé au banc réservé aux élus municipaux dans l'église pour le *Te Deum* de 1869 ⁷⁷ ; il en fut de même pour son malheureux collègue de Chaussin (Yonne), qui se lamenta du fait « qu'aucun conseiller municipal ne répondit à [son] invitation » ⁷⁸. Le maire de Villers-le-Sec (Meuse) aurait peut-être préféré l'absentéisme à l'incident désagréable dont il fut le témoin (et l'objet) pendant les cérémonies du 15 août en 1869. Dans la soirée, alors que le feu de joie était allumé et que des cris de « Vive l'Empereur ! » se faisaient entendre, un conseiller municipal d'opposition cria en direction du maire « Vive Les Cons ! » ⁷⁹. L'insulte fut répétée trois fois, sans que l'on sut vraiment si elle était destinée au maire, à l'Empereur, ou à la famille impériale – peut-être l'était-elle à tous les trois ?

V

- 27 L'impuissance des autorités bonapartistes à endiguer le flot de contestation républicaine à l'ordre festif et symbolique du 15 août doit également être perçue dans le contexte plus large de la libéralisation du régime impérial après 1860. En permettant une plus grande liberté d'expression politique et associative, l'Empire libérait la parole et le geste des républicains, qui redoublèrent d'efforts pour délégitimer les fêtes civiques du Second Empire. Ce type d'exercice, il faut le noter, restait très risqué : ainsi, en novembre 1867, un républicain fut condamné à un an de prison pour avoir apposé des « inscriptions séditieuses » sur des maisons de la commune – verdict pour le moins sévère, mais applaudi par le ministre de l'Intérieur en personne ⁸⁰. Et en novembre 1869 le dénommé Jean Baptiste Rouhaud fut arrêté à Nantes pour avoir crié « Vive la République ! À bas le despotisme ! » ⁸¹.

- 28 Mais, dans l'ensemble, la libéralisation du régime ne fit que durcir l'opposition républicaine aux cérémonies officielles du Bonapartisme. La stratégie républicaine consistant à nier toute légitimité (et donc toute « souveraineté ») au régime commença à porter ses fruits, et dans les dernières années du Second Empire nous constatons un net déclin dans l'intensité et la ferveur des célébrations du 15 août – particulièrement dans les contrées républicaines. Les réunions de « démocrates », naguère tenues en semi-clandestinité, s'affichèrent presque complaisamment au grand jour, comme pour narguer le pouvoir en place. Ainsi, à Amiens, en 1869, un des militants républicains de la localité organisa une réunion le jour de la fête nationale « chez le Boulanger Flicot » ; le commissaire de police de la ville en fut réduit au sarcasme : « je suis bien convaincu qu'à cette petite réception intime personne n'a proposé un toast en l'honneur de sa Majesté »⁸².
- 29 Jeter le trouble dans les rangs impériaux à travers des rumeurs devint clairement un passe-temps pour les militants républicains. En 1868 les « démocrates » de la commune de Cheveneaux (Charente-Inférieure), exploitant la montée des sentiments anti-cléricaux dans leur localité, répandirent la rumeur que « Sa Majesté l'Impératrice a quitté l'Empereur pour aller vivre avec le Pape à Rome »⁸³. Niée par les autorités religieuses et séculières locales, cette rumeur réussit néanmoins à pourrir l'atmosphère dans la commune pendant l'été 1868. Parfois ce furent les dirigeants républicains les plus haut placés qui participèrent allègrement à ces opérations de déstabilisation. Quelques semaines avant les célébrations du 15 août 1869, le préfet de la Somme écrivit à son Ministre de tutelle évoquant « une rumeur selon laquelle il y aurait des troubles à Paris le 15 août » ; la source de cette information était l'entourage de Jules Lardière, « un des membres les plus actifs de l'opposition dans le département »⁸⁴. Lardière était l'un des dirigeants du mouvement républicain dans la Somme ; ironiquement il deviendra lui-même bientôt préfet du département, sous le Gouvernement de la Défense Nationale.
- 30 La défiance républicaine se mesurait également à leur réception glaciale de toutes les ouvertures politiques de Napoléon III. La libéralisation de l'Empire n'entraîna que scepticisme et mépris de leur part ; et même l'amnistie accordée par l'Empereur à l'occasion de la fête nationale de 1869 (les fêtes du centenaire de la naissance de Bonaparte) n'émut point les républicains. La nouvelle fut accueillie avec « beaucoup d'indifférence » par « le parti des irréconciliables » dans le département de l'Hérault⁸⁵. Dans la ville de Cette, les affiches annonçant l'amnistie furent lacérées ; les républicains laissèrent parfois des messages tels que « Vive la République Démocratique ! »⁸⁶ – probablement pas la réaction escomptée par Napoléon III. Les gestes de dissidence des républicains devinrent aussi de plus en plus ouverts. En 1865, les nouveaux conseillers municipaux républicains de Vic-Fezensac (Gers) refusèrent non seulement de paraître aux cérémonies officielles du 15 août, mais occupèrent tranquillement un coin de rue, « regardant passer la procession en fumant leur cigare »⁸⁷.
- 31 Ailleurs la contestation devint plus agressive. Au printemps 1868 à Bordeaux un officier de police fut passé à tabac par un groupe de 250 jeunes hommes, la plupart armés de bâtons et chantant *La Marseillaise* ; la bande cria aussi « Vive la République ! »⁸⁸. La situation resta tendue pendant les mois qui suivirent et les célébrations de la fête nationale furent plutôt mornes. Dans la même année à Saint-Astier (Dordogne) les citoyens de la commune se réveillèrent le matin du 15 août pour trouver les rues principales couvertes de petites affiches sur lesquelles étaient inscrites ces mots : « À Bas l'Empereur ! Vive la République ! »⁸⁹. À Cette en 1869 les policiers durent faire face à

plusieurs fronts : l'affiche annonçant la fête nationale fut défigurée par un message pour le moins désobligeant pour le premier magistrat de la ville : « le maire de la ville de Cette n'est qu'un grand con ! ». Le commissaire de police nota aussi que « des inscriptions incendiaires continuent à figurer dans les latrines publiques et c'est un véritable travail pour la police d'effacer à chaque instant les mots République Socialisme et Guillotine »⁹⁰.

- 32 À Marseille, les militants républicains firent preuve d'inventivité, utilisant les affiches officielles de la fête nationale pour faire rire toute la ville aux dépens des bonapartistes : ils inscrivirent en effet le mot « dernière » au dessus des mots « Fête de l'Empereur »⁹¹. Les républicains firent aussi de leur mieux pour entraver toute ferveur populaire pendant les cérémonies ; ainsi, à Saint-Laurent (Dordogne), en 1869, la congrégation s'apprêtait à chanter le *Te Deum* dans l'église lorsqu'un des républicains de la localité se leva avec une trentaine de ses amis. Se dirigeant vers la sortie, ces hommes se mirent tous à crier et hurler si fort que la paroisse entière les suivit dehors. La cérémonie reprit éventuellement mais le cœur n'y était plus⁹². Rien d'étonnant, après tout cela, à ce que les autorités commencèrent à comprendre qu'une partie de l'opposition républicaine à l'Empire ne pourrait jamais être apprivoisée : « leur attitude est et restera toujours irréconciliable »⁹³.
- 33 Dans les dernières années de l'Empire, la stratégie républicaine de délégitimation de la culture politique bonapartiste semble porter ses fruits. Une certaine morosité se lit dans les rapports officiels sur les fêtes de l'Empire en 1868-69, surtout dans les villes grandes et moyennes où l'influence politique des républicains se faisait de plus en plus pesante. « La fête nationale du 15 août n'a présenté aucun caractère particulier cette année » écrivit le commissaire de police de Lyon en 1868. Signe des temps : les républicains qui, dans les années précédentes tentèrent d'occuper la rue pour tourner en ridicule les cérémonies officielles, ne se déplacèrent pas cette fois⁹⁴. Même les institutions bonapartistes furent gagnées par cette morosité : le rapport de police sur les fêtes du 15 août à Amiens en 1869 nota que les célébrations étaient d'une grande sobriété : la population était restée « calme » et la municipalité avait très peu dépensé⁹⁵.
- 34 L'effet d'entraînement négatif des municipalités républicaines était également souligné par beaucoup d'observateurs. À Givors (Rhône) en 1868 il n'y eut aucune festivité pour le public, et la municipalité ne fut même pas illuminée la nuit du 15 août – « un exemple », nota le commissaire de police dépité « suivi par la presque totalité des habitants »⁹⁶. À Pernes (Vaucluse) l'enthousiasme du public ne se fit aucunement sentir le jour de la fête nationale : le commissaire de police stigmatisa le conseil municipal républicain, qui n'avait fait aucun effort pour marquer cette solennité⁹⁷. Le 15 août 1869, le maire de la commune de Chaussin (Yonne) se plaignit au préfet qu'aucun membre du conseil municipal n'avait daigné répondre à son invitation. Plus grave, ces dissidents avaient « économisé leurs bougies » en refusant du même coup d'illuminer leurs maisons. Le maire fut particulièrement indigné de l'attitude de l'un des élus, marchand de chandelles de par sa profession, qui n'avait « pas cru devoir faire le sacrifice du petit bout qui restait dans ses lanternes »⁹⁸.
- 35 Dans les dernières années de l'Empire, ces gestes de dissidence républicains apparurent au cœur même des institutions bonapartistes. En 1868, pendant les revues de la garde nationale à Paris et à Marseille le jour de la fête nationale, des cris de « Vive la liberté » retentirent des rangs, et furent repris et amplifiés par la foule⁹⁹. La tradition commémorative républicaine elle-même semblait renaître de ses cendres. Une date privilégiée par certains militants républicains « de la veille » : le 24 Février, l'anniversaire

de la fondation de la Seconde République en 1848. Des républicains se réunirent pour célébrer cet anniversaire, généralement dans l'intimité¹⁰⁰ mais parfois avec des gestes spectaculaires, comme à Narbonne en 1870, où un drapeau rouge fut hissé sur la cathédrale de Saint-Just¹⁰¹. Mais cette tendance à célébrer 1848 ne faisait guère l'unanimité parmi les républicains, surtout pour ceux qui se souvenaient que la Seconde République avait massacré des milliers d'ouvriers pendant les « journées de juin ». Evoquant la célébration d'un anniversaire de la Seconde République dans les années 1860, Gustave Lefrançais souligna qu'il n'avait que peu de goût pour les émotions commandées à des moments fixes de l'année, et surtout pour les discours d'usages avec leurs « allusions fines »¹⁰².

- 36 Il y eut aussi quelques réunions publiques. À Lyon, dans la soirée du 24 février 1870, un grand meeting républicain se tint dans l'Alcazar. Plus de dix mille militants et sympathisants s'entassèrent dans la grande salle pour écouter des chansons patriotiques (dont la *Marseillaise*, toujours interdite). Les orateurs célébrèrent la tradition festive républicaine, qui mettait l'accent sur l'éducation et la vertu civique, et représentait « le triomphe de la volonté calme et digne sur la passion »¹⁰³. Les « oiseaux de mauvaise augure »¹⁰⁴, dont l'absence fut toujours soulignée avec délectation dans les rapports bonapartistes sur les premières fêtes du 15 août, étaient maintenant de retour. Et ils faisaient peur... Cette transformation de la *Weltanschauung* des bonapartistes se mesurait pleinement dans le rapport quelque peu prophétique du sous-préfet d'Apt sur les cérémonies de la Saint-Napoléon en 1869 : « quant au parti républicain révolutionnaire, il ne sait aucun gré à l'Empereur de ces libertés nouvelles ; il en usera pour abattre la dynastie »¹⁰⁵.

VI

- 37 Quelques mots en guise de conclusion. Les pratiques des opposants aux fêtes civiques impériales illustrent avant tout le poids de la notion de « souveraineté » dans la culture politique républicaine avant 1870. Les républicains du Second Empire restaient attachés à une conception philosophique distincte de la souveraineté nationale : incarnée par le peuple, elle était le fondement « théorique » de l'institution républicaine. Mais ce que nous voyons dans la résistance républicaine aux festivités bonapartistes est une conception beaucoup plus pratique et politique de la souveraineté : elle justifiait et rendait légitime l'intervention directe d'hommes et de femmes dans la sphère publique, surtout dans des moments de crise politique ou lorsque le pouvoir étatique était perçu comme illégitime. Dans de telles circonstances, la souveraineté n'était plus ancrée ou incarnée dans les institutions publiques : elle redevenait, en quelque sorte, la *res publica* – la chose commune¹⁰⁶. Cette pratique de la souveraineté en action contribua indiscutablement à cimenter, par-dessus les conflits politiques de 1870-1871, l'unité idéologique fondamentale des républicains ; nous en retrouverons encore de fortes traces dans les mobilisations républicaines à Paris et en province pendant la guerre Franco-Prussienne¹⁰⁷.
- 38 Mesurer l'efficacité politique de ces pratiques oppositionnelles, surtout leurs effets « délégitimants » sur les fêtes impériales, n'est pas chose facile. La courbe suivie par la résistance républicaine aux fêtes civiques du Second Empire suit de près les tendances politiques nationales entre 1851 et 1870. L'opposition aux débuts du régime était feutrée, souterraine, et extrêmement parcellaire et fragmentée, alors que dans les derniers jours de l'Empire elle devint audacieuse et presque ouvertement triomphante, surtout dans les grandes et moyennes villes. Les républicains qui conspuaient les icônes et symboles des

bonapartistes en 1869 étaient bien loin de pressentir la fin proche du régime honni, car l'Empire restait politiquement très fort en 1870 – et le plébiscite de mai était là pour le leur rappeler. En réalité la fête du 15 août restait très populaire dans les contrées rurales, où les républicains n'arrivèrent pas à entamer sérieusement le capital politique et culturel de l'Empire. Dans une certaine mesure nous pourrions dire qu'à la fin de l'Empire la France était (une fois n'est pas coutume) culturellement coupée en deux : d'un côté, la France des villes, qui célébrait avec une vigueur grandissante « l'anti-fête » républicaine, et de l'autre celle des campagnes, qui commémorait toujours fidèlement la Saint-Napoléon (elle continuera d'ailleurs à le faire au moins jusqu'à la fin du XIX^e siècle) ¹⁰⁸.

- 39 Il n'en demeure pas moins que la fin des années 1860 fut marquée par un réveil de la symbolique républicaine. Comment expliquer cette renaissance ? Il y avait sans doute une part de vieillissement du régime et de ses symboles culturels. Ce n'était pas un hasard si les deux valeurs sûres de la fête du 15 août étaient l'Empereur lui-même et les médaillés de Sainte-Hélène, symboles tous deux de gloires passées plutôt que porteurs d'avenir ¹⁰⁹. Même la célébration du centenaire de la naissance de Napoléon I^{er} en 1869 fut plutôt morne – mis à part le cas particulier de la Corse. La qualité, la durée, et l'intensité de l'opposition des villes républicaines aux fêtes civiques des bonapartistes témoignèrent, de façon plus large, de l'éclosion et de la richesse de ce que nous pourrions appeler la « société civile locale républicaine » sous le Second Empire. Elle ne s'étendait pas à toute la France, loin de là ; il restait en 1870 au parti républicain beaucoup de terres de mission qui ne furent conquises dans certains cas que vers la fin du XIX^e siècle. Mais entre 1851 et 1870 les réseaux républicains s'activèrent au niveau local et résistèrent souvent beaucoup mieux qu'on ne le pense à l'emprise de l'État bonapartiste. D'où l'importance d'une autre distinction sociologique, cette fois entre pouvoir et autorité : les républicains étaient privés du premier, mais arrivèrent quand même (comme nous l'avons vu tout le long de cet article) à faire jouer de la seconde. Soulignons dans ce contexte le rôle central joué par les municipalités, qui furent pénétrées par les républicains dans les années 1860 grâce au suffrage universel, offrant ainsi aux populations locales un contre-poids symbolique mais néanmoins puissant au pouvoir impérial ¹¹⁰.

- 40 Plus généralement, notre analyse illustre la présence de puissants éléments de continuité dans la culture politique d'opposition en France entre 1815 et 1870. Les pratiques des contestataires du Second Empire renouèrent formellement avec les traditions de « l'anti-fête » des opposants bonapartistes, libéraux, républicains et révolutionnaires des débuts du XIX^e siècle notamment sous la Restauration et la Monarchie de Juillet. Du point de vue strict de la comparaison historique, les opposants aux fêtes du Second Empire firent d'ailleurs preuve de très peu d'innovation « rituelles » : toutes les formes de mobilisation symbolique et d'action concrète qu'ils utilisèrent (résistance passive, intervention active, sociétés secrètes, propagande écrite, orale, et symbolique, transformation de manifestations funéraires en meetings politiques, utilisation de rumeurs, *etc.*) avaient déjà été employées par les générations précédentes d'opposants. Et nous retrouverons encore beaucoup de ces pratiques contestataires après 1880 ; les républicains en feront eux-mêmes les frais sous la Troisième République ¹¹¹.

- 41 Car l'histoire a aussi ses ironies. Relevons-en deux autres, qui soulignent la complexité mais aussi la complémentarité des rapports entre les cultures politiques bonapartistes et républicaines au XIX^e siècle. Premièrement, il faut noter qu'avant de devenir des instruments de lutte républicaine sous la Monarchie de Juillet, toutes ces méthodes d'opposition de « l'anti-fête » avaient en quelque sorte été baptisées par les groupes

napoléoniens sous la Restauration ¹¹². Les bonapartistes du Second Empire virent donc se retourner contre eux des armes qu'ils avaient eux-mêmes contribué à aiguiser pendant la première moitié du siècle. Mais – c'est la deuxième ironie – nous pourrions dire que ce sont en fin de compte les bonapartistes qui auront le dernier mot. Car ces républicains qui manifestèrent tant d'hostilité aux fêtes civiques du Second Empire ne se privèrent pas, une fois le régime tombé, de reprendre à leur compte l'essentiel du format de la fête impériale. Rappelons que les fêtes civiques de la Seconde République étaient des célébrations solennelles, pompeuses, et lugubres, dans la meilleure tradition « Rousseauiste ». Pour rompre fondamentalement avec cette tradition, les républicains inventeront donc à partir de 1880 une nouvelle fête nationale et populaire, celle du 14 juillet ¹¹³. Mais du point de vue formel ils innoveront très peu : la fête du 14 juillet incorporera dans son cérémonial tous les éléments qui avaient fait le succès des célébrations impériales – notamment les illuminations et feux d'artifices, les amusements publics, et les rituels militaires. Nous soutenons entièrement, de ce point de vue, la conclusion de Bernard Ménéger lorsqu'il souligne que « le 15 août impérial est avant le 14 juillet républicain le premier essai réussi d'une fête nationale vraiment populaire » ¹¹⁴. C'est d'ailleurs bien pour cette raison que les républicains, qui méritaient ici particulièrement leur titre « d'opportunistes », ne se privèrent pas de suivre la ligne si bien tracée par leurs prédécesseurs du Second Empire.

NOTES

1.. L'étude classique reste celle de Iouda TCHERNOFF, *Le Parti républicain au coup d'État et sous le Second Empire*, Paris, Pedone, 1906. Parmi les ouvrages des contemporains, voir en particulier Pascal DUPRAT, *Les Tables de proscription de Louis Bonaparte et de ses complices*, 2 volumes, Liège, Redouté, 1852 ; et les deux ouvrages d'Eugène TÉNOT, *Paris en Décembre 1851* et *La province en 1851. Étude historique sur le coup d'État*, Paris, Le Chevalier, 1868. Pour des travaux récents, voir Line SKORKA, « Le coup d'État de 1851 et ses répercussions dans l'Yonne » et aussi Claude LÉVY, « Les proscrits du 2 Décembre », dans Léo HAMON [dir.], *Les Républicains sous le Second Empire*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1994, pp. 1-31 ; voir aussi le numéro spécial de la *Revue d'Histoire du XIX^e siècle* « Autour de 1851 » n° 22, 2001/1. Enfin, l'Association 1851 pour la mémoire des résistances républicaines, présidée par René MERLE, organise des colloques et rencontres autour du thème de l'opposition républicaine au coup d'État de 1851; elle publie régulièrement un *Bulletin* et dispose également d'un site web.

2.. Sur l'exil et les exilés républicains sous le Second Empire voir notamment Amédée SAINT-FERREOL, *Les Proscrits français en Belgique*, Bruxelles, C. Muquardt, 1875 ; Edgar QUINET, *Lettres d'exil*, 4 volumes, Paris, Éditions Calmann-Lévy, 1885-1886; Marc DUFRAISSE, *Lettres d'exil*, Périgueux, 1973; et Jean-Marc LARGEAUD, « Le lieutenant-colonel Charras, soldat de la République ? » dans *Revue d'Histoire du XIX^e siècle* n°20-21, 2000, pp. 55-72.

3.. Voir Philip NORD, *The republican moment : struggles for democracy in 19th century France*, Cambridge, Massachusetts., Harvard University Press, 1995, 319 p.

- 4.. Sur les débats qui agitérent le mouvement républicain sous le Second Empire, et la reconstruction intellectuelle des républicains entre 1848 et 1880, voir Sudhir HAZAREESINGH, *From subject to citizen : the Second Empire and the emergence of modern French democracy*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1998 ; et *Intellectual Founders of the Republic*, Oxford, Oxford University Press, 2001.
- 5.. Voir Maurice AGULHON, *Marianne au combat*, Paris, Éditions Flammarion, 1979 ; Avner BEN-AMOS, *Funerals, politics, and memory in modern France*, Oxford, Oxford University Press, 2000.
- 6.. Sur cette notion d'anti-fête, c'est-à-dire l'organisation de manifestations contestataires les jours mêmes des célébrations des anniversaires officiels, voir Sheryl KROEN, *Politics and theater. The crisis of legitimacy in Restoration France 1815-1830*, Berkeley, University of California Press, 2000, p. 165 et p. 338. Voir également Emmanuel FUREIX, « Un rituel d'opposition sous la Restauration : les funérailles libérales à Paris (1820-1830) » dans *Genèses*, n° 46, mars 2002, pp. 77-100.
- 7.. Ce sujet est traité dans Sudhir HAZAREESINGH et Vincent WRIGHT, « Le Second Empire », dans Louis FOUGÈRE, Jean-Pierre MACHELON et François MONNIER [dir.], *Les Communes et le pouvoir*, Paris, Presses Universitaires de France 2002.
- 8.. Raymond HUARD, *Le Mouvement républicain en Bas-Languedoc*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 1992, p. 86.
- 9.. *Ibidem*.
- 10.. Félix. PYAT, CAUSSIDIÈRE, et BOICHOT, « Lettre au Peuple » (1852), cité dans *Les révolutions du XIX^e siècle* Tome 1, Paris, EDHIS, 1988, p. 3.
- 11.. Michel PIGENET, *Les Ouvriers du Cher (fin XVIII^e siècle-1914) : travail, espace et conscience sociale*, Paris, Institut CGT d'Histoire Sociale, 1990, p. 179.
- 12.. Sudhir HAZAREESINGH, *The Saint-Napoléon : celebrations of sovereignty in 19th century France*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, à paraître en 2004.
- 13.. François PLOUX, *De bouche à oreille : naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIX^e siècle* Paris, Aubier, 2003, pp. 10-11.
- 14.. Voir Roger PRICE, *The French Second Empire : an anatomy of political power*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, 507 p.
- 15.. Cité par Olivier IHL, *La Fête républicaine*, Paris, Éditions Gallimard, 1996, p. 73.
- 16.. Jules MICHELET, *Journal* (édité par Claude Digeon), Tome III (1861-67), Paris, Éditions Gallimard, 1976.
- 17.. Jean-Jacques ROUSSEAU, *Considérations sur le gouvernement de la Pologne et sur sa réformation projetée*, dans *Œuvres Complètes* Vol. III, Paris, Éditions Gallimard, 1964, p. 964.
- 18.. Mona OZOUF, *La fête révolutionnaire* Paris, Éditions Gallimard, 1976, pp. 59-101.
- 19.. Sur les festivités de 1848 voir Robert BEZUCHA, « Masks of Revolution : a study of popular culture during the Second French Republic », dans Roger PRICE [dir.], *Revolution and reaction*, London, Croom Helm, 1975, pp. 236-253; Maurice AGULHON, « Fête spontanée et fêtes organisées à Paris en 1848 », dans Jean EHRARD et Paul VIALLANEIX [dir.], *Les fêtes de la Révolution*, Paris, Société des Études Robespierriennes, 1977, pp. 243-271; Rémi DALISSON, « Fête publique et citoyenneté : 1848, une tentative de régénération civique par la fête », dans *Revue d'Histoire du XIX^e siècle* n° 18, 1999/1, pp. 49-72 ; Jacqueline LALOUETTE, « Célébrer la constitution : la fête du 19 novembre », dans *Fidélité républicaine et monde rural 1848-1851. Actes du Colloque d'Aurillac 27-28 août 1999*, Aurillac, Société des lettres, sciences, et arts 'La Haute Auvergne', 2001, pp. 111-141.
- 20.. Voir Eugène PELLETAN, *Les Fêtes de l'intelligence*, Paris, Pagnerre, 1863.
- 21.. Eugène PELLETAN, *La nouvelle Babylone*, Paris, Pagnerre, 1863, pp. 79-85.

- 22.. Jules BARNI, *La Morale dans la démocratie*, Paris, Alcan, 1885, p. 119.
- 23.. Émile OLLIVIER, *Journal 1846-1860*, Paris, Julliard, 1961, pp. 144-145.
- 24.. Rapport de police, Brignoles (Var), 28 juillet 1852 ; cité par Roger PRICE, *The French Second Empire*, ouv. cité, p. 322.
- 25.. Rapport de gendarmerie au préfet du Gers, 13 janvier 1852. Arch. dép., Gers 1 M 338.
- 26.. Rapport du maire de Varennes, 16 août 1853. Arch. dép. Meuse 73 M 6.
- 27.. Rapport du commissaire de police, Lannoy, 2 septembre 1858. Arch. dép. Nord M 141 (93).
- 28.. Voir plusieurs exemples pour l'année 1852 dans Arch. dép. Gers 1 M 338.
- 29.. Rapport du commissaire de police, Masseube, 16 août 1859. Arch. dép. Gers 1 M 342.
- 30.. Rapport du commissaire de police, Mirebeau, 16 août 1855. Arch. dép. Côte-d'Or 1 M 467.
- 31.. Rapport du maire de Saint-Orse, 18 août 1866. Arch. dép. Dordogne 1 M 96.
- 32.. Rapport du procureur-général, Besançon, 16 août 1859. Arch. nat., BB30-422.
- 33.. « Mesures à prendre pour prévenir, dans les funérailles, les manifestations qui troubleraient l'ordre public ». Circulaire, ministre de la Police, Paris, 15 Mars 1853. Arch. dép. Yonne 3 M 1/272.
- 34.. Pour un exemple voir le rapport du commissaire de police, Saint-Maximin, 11 novembre 1855. Arch. dép. Var 6 M 18/5.
- 35.. Arch. dép. Gard 1 M 939.
- 36.. Jean-Claude FARCY, « Le temps libre au village », dans Alain CORBIN [dir.], *L'Avènement des loisirs 1850-1960*, Paris, Éditions Flammarion, 1995, pp. 248-49.
- 37.. Edward BERENSON, *Populist religion and left-wing politics in France, 1830-1852*, Princeton, [New Jersey], Princeton University Press, 1984, p. 208.
- 38.. Rapport du procureur général, Aix, 21 août 1853. Arch. nat. BB30-370. Pour des exemples d'activités républicaines pendant les *fêtes patronales* dans les années 1850, voir Roger PRICE, *The French Second Empire*, ouv. cité, pp. 332-333.
- 39.. Chiffres donnés par Roger PRICE, *The French Second Empire* ouv. cité, p. 158 ; voir aussi p. 330 et p. 332.
- 40.. « Tableau statistique des hommes dangereux du département », s.d. [Second Empire]. Arch. dép. Var 4 M 38.
- 41.. André ARMENGAUD, *Les Populations de l'Est-Aquitain au début de l'époque contemporaine*, Thèse de Doctorat d'histoire, Université de Paris, 1961, p. 411.
- 42.. Rapport du procureur général, Toulouse, 17 août 1853. Arch. nat. BB30-407.
- 43.. Rapport du sous-préfet de Brignoles, 26 octobre 1855. Arch. dép. Var 6 M 18/5.
- 44.. Rapport du procureur général, Riom, 18 août 1858. Arch. nat. BB30-421.
- 45.. Roger PRICE, *The French Second Empire*, ouv. cité, p. 34.
- 46.. Rapport de police, Saint-Maximin, 18 février 1854. Arch. dép. Var 4 M 38.
- 47.. Circulaire aux préfets, ministère de l'Intérieur, 8 août 1852. Arch. dép. Meuse 73 M 6.
- 48.. Rapport du sous-préfet, Apt, 20 août 1858. Arch. dép. Vaucluse 1 M 880.
- 49.. Rapport du sous-préfet, Béziers, 17 août 1856. Arch. dép. Hérault 1 M 504.
- 50.. Rapport du sous-préfet, Joigny, 16 décembre 1862. Arch. dép. Yonne 3 M 1/272.
- 51.. Iouda TCHERNOFF, *Le Parti républicain au coup d'État et sous le Second Empire*, ouv. cité, p. 139.
- 52.. Rapport du procureur-général, Dijon, 15 juin 1853. Arch. nat. BB30-407.
- 53.. Ministre de l'Intérieur aux préfets, circulaire, Paris, 10 octobre 1853. Arch. dép. Doubs 1 M 744 (surveillance des sociétés républicaines).
- 54.. *Ibidem*.

- 55.. Roger PRICE, *The French Second Empire*, ouv. cité, p. 113 et p. 161; Iouda TCHERNOFF, *Le Parti républicain au coup d'État et sous le Second Empire*, ouv. cité, pp. 225-262.
- 56.. Michel PIGENET, *Les Ouvriers du Cher*, ouv. cité, pp. 173-174.
- 57.. Lettre du ministre de l'Intérieur, Paris, 23 octobre 1856. Arch. dép. Doubs 1 M 744 (surveillance des sociétés républicaines).
- 58.. Voir François PLOUX, « L'imaginaire social et politique de la rumeur dans la France du XIX^e siècle (1815-1870) », dans *Revue Historique* n° 614, avril-juin 2000, p. 410 ; et, du même auteur, *De bouche à oreille : naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIX^e siècle*, ouv. cité.
- 59.. Préfet de l'Yonne au ministre de l'Intérieur, Paris, 8 août 1854. Arch. dép. Yonne 3 M 1/268.
- 60.. François PLOUX, « L'imaginaire social et politique de la rumeur », art. cité, p. 412.
- 61.. Sur la Seconde République, voir John MERRIMAN, « Au temps des sociétés secrètes : le rôle des mouchards et des rumeurs en Ardèche sous la II^e République », dans *Fidélité républicaine et monde rural 1848-1851. Actes du Colloque d'Aurillac 27-28 août 1999*, ouv. cité, pp. 287-307.
- 62.. Sudhir HAZAREESINGH et Vincent WRIGHT, « Le Second Empire », art. cité.
- 63.. Rapport, 11 janvier 1855. Arch. nat. F¹C³III Tarn-et-Garonne.
- 64.. Rapport du commissaire de police, Gignac, 6 décembre 1852. Arch. dép. Hérault 1 M 503.
- 65.. Rapport du procureur général, Besançon, 14 septembre 1852. Arch. nat. BB30-373.
- 66.. Rapport du commissaire de police, Auriol, 17 août 1856. Arch. dép. Bouches-du-Rhône 1 M 642.
- 67.. Lettre d'un ancien conseiller municipal bonapartiste, Marsillargues, 16 Août 1855. Arch. dép. Hérault 1 M 504.
- 68.. Rapport du sous-préfet, Carpentras, 19 août 1857. Arch. dép. Vaucluse 1 M 880.
- 69.. Rapport du procureur général, 17 septembre 1860. Arch. nat. BB30-426.
- 70.. Lettre du préfet du Var, 20 août 1862. Arch. dép. Var 6 M 18/5.
- 71.. Rapport du procureur général, Besançon, 12 octobre 1865. Arch. nat. BB30-373.
- 72.. Rapport du préfet, août 1865; Arch. dép. Côte-d'Or 1 M 217.
- 73.. Rapport du maire de La Teste, 16 août 1869. Arch. dép. Gironde 1 M 707.
- 74.. Rapport du maire de Cendrieux, 15 août 1865. Arch. dép. Dordogne 1 M 96.
- 75.. Rapport du commissaire de police, 16 août 1867. Arch. dép. Vaucluse 1 M 880.
- 76.. « républicains irréconciliables ». Rapport de police, 16 août 1869. Arch. dép. Vaucluse 1 M 880.
- 77.. Rapport du maire de Candillargues, 19 août 1869. Arch. dép. Hérault, 1 M 509.
- 78.. Rapport du maire de Chaussin, 16 août 1869. Arch. dép. Yonne 3 M 3/33.
- 79.. Rapport du maire de Villers-le-Sec, 21 août 1869. Arch. dép. Meuse 73 M 6.
- 80.. Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet de Seine-Inférieure, 12 novembre 1867. Arch. dép. Seine Maritime 1 M 181.
- 81.. Rapport du commissaire de police, Nantes, 19 novembre 1869. Arch. dép. Loire Atlantique 1 M 519.
- 82.. Rapport du commissaire de police, Amiens, s.d. [1869]. Arch. dép. Somme 99 M 417.
- 83.. Rapport du commissaire de police, Coutras, 28 avril 1868. Arch. dép. Gironde 1 M 377 (manifestations républicaines et anticléricales dans le département, 1868).
- 84.. Lettre du préfet de la Somme au ministre de l'Intérieur, 2 août 1869. Arch. dép. Somme 99 M 417.
- 85.. Rapport, 18 août 1869. Arch. dép. Hérault 1 M 509.

- 86.. Rapport de police, Cette, 18 août 1869. Arch. dép. Hérault 1 M 509.
- 87.. Rapport du maire de Vic-Fezensac, 16 août 1866. Arch. dép. Gers 1 M 344.
- 88.. Rapport du commissaire de police, Bordeaux, 21 mars 1868. Arch. dép. Gironde 1 M 377 (manifestations républicaines et anti-cléricales dans le département, 1868).
- 89.. Rapport du procureur général, Bordeaux, 17 août 1868. Arch. nat. BB18-1776.
- 90.. Rapport du commissaire de police, Cette, 18 août 1869. Arch. dép. Hérault 1 M 509.
- 91.. Rapport du procureur général, Aix, 1868. Arch. nat. BB18-1776.
- 92.. Lettre du maire de Saint-Laurent, 20 août 1869. Arch. dép. Dordogne 1 M 69.
- 93.. Rapport, Montpellier, 18 août 1869. Arch. dép. Hérault 1 M 509.
- 94.. Pour plus de détails sur ces formes de sociabilité républicaine, voir le rapport du commissaire de police, Lyon, 16 août 1868. Arch. dép. Rhône 1 M 165.
- 95.. Rapport de police, Amiens, s.d. [1869]. Arch. dép. Somme 99 M 417.
- 96.. Rapport de gendarmerie, Givors, 16 août 1868. Arch. dép. Rhône 1 M 165.
- 97.. Rapport, Pernes, 16 août 1869. Arch. dép. Vaucluse 1 M 880.
- 98.. Rapport du maire de Chaussin, 16 août 1869. Arch. dép. Yonne 3 M 3/33.
- 99.. Francisque SARCEY, *Le Bilan de l'année 1868*, Paris, Le Chevalier, 1869, p. 106.
- 100.. Roger PRICE, *The French Second Empire*, ouv. cité, p. 360.
- 101.. Rapporté dans *La Fraternité*, 26 février 1870 ; cité dans Marc CÉSAR, *La Commune de Narbonne (mars 1871)*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 1996, p. 29.
- 102.. Gustave LEFRANÇAIS, *Souvenirs d'un révolutionnaire*, Paris, Tête de Feuilles, 1972, p. 227.
- 103.. *Une fête républicaine à Lyon. Compte-rendu de l'anniversaire démocratique du 24 février 1870 au Palais de l'Alcazar, par le citoyen Jules Frantz*, Lyon, 1870.
- 104.. Voir par exemple le rapport du préfet de la Côte-d'Or au ministre de l'Intérieur, 17 août 1852. Arch. dép. Côte-d'Or 1 M 467.
- 105.. Rapport du sous-préfet, Apt, 20 août 1869. Arch. dép. Vaucluse 1 M 880.
- 106.. Sur le développement de cette notion de souveraineté républicaine en Europe au XIX^e siècle, voir l'ouvrage de Karma NABULSI, *Traditions of War : occupation, resistance and the law*, Oxford, Oxford University Press, 1999, 293 p.
- 107.. Voir Sudhir HAZAREESINGH, 'Republicanism, War, and Democracy : the Ligue du Midi in France's war against Prussia 1870-1871', dans *French History*, tome 17, n°1, 2003, pp. 1-31.
- 108.. Voir l'ouvrage de Jean EL GAMMAL, *Politique et poids du passé dans la France « fin de siècle »*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 1999, 789 p.
- 109.. Sur le rôle des médaillés de Sainte-Hélène pendant les fêtes de la Saint-Napoléon entre 1852 et 1870, voir Sudhir HAZAREESINGH, « La légende napoléonienne sous le Second Empire », dans *Revue Historique*, à paraître 2003.
- 110.. Notons en passant que le rôle stratégique tout à fait essentiel joué par les municipalités dans la conquête du pouvoir national par les républicains entre le début des années 1860 et la fin des années 1870 – un sujet qui reste à étudier dans son ensemble.
- 111.. Jean EL GAMMAL, *Politique et poids du passé*, ouv. cité.
- 112.. Voir Sheryl KROEN, *Politics and theatre*, ouv. cité Nous préparons également un ouvrage sur cette question, *The Legend of Napoléon*, Londres et New York, Granta, à paraître en 2004.
- 113.. Olivier IHL, *La fête républicaine*, ouv. cité.
- 114.. Bernard MÉNAGER, *Les Napoléon du Peuple*, ouv. cité, p. 157.

RÉSUMÉS

Cet article met en lumière un aspect méconnu de l'histoire du mouvement républicain avant 1870 : l'opposition manifestée par les républicains aux fêtes civiques du Second Empire, et en particulier à la fête nationale du 15 Août, la Saint-Napoléon. Utilisant cette occasion pour marquer leur opposition au régime bonapartiste, les républicains déployèrent un large et riche éventail de gestes symboliques et concrets qui puisèrent dans le répertoire des traditions de « l'anti-fête » des débuts du dix-neuvième siècle. A travers ces pratiques locales individuelles et collectives, dans lesquelles les conseillers municipaux jouèrent souvent un rôle central, nous mesurons la lente reconstruction du mouvement républicain après 1851, et en particulier toute l'efficacité de son opposition à la « souveraineté » politique exercée par les bonapartistes dans les villes. En même temps, et bien qu'ils s'en défendirent, les républicains furent influencés par la fête impériale, puisant largement dans le dispositif festif du Second Empire après 1880 pour fonder la nouvelle fête nationale du 14 Juillet.

Republican opposition to the celebration of the national festivity of the Second Empire.

This article examines a hitherto unknown aspect of republican political agitation against the Second Empire: the opposition of local republicans to the celebration of the national festivity of the regime, the Saint-Napoleon, on August 15th. Republicans all across France used this public occasion to mark their disapproval of the regime, deploying a wide range of symbolic and substantive practices. Drawing upon the rich repertoire of 'anti-fête' practices of the early 19th century, these gestures enabled the republicans to regroup as a political force during the 'authoritarian' Empire, and prepared the ground for their re-emergence in the 1860s. Through these individual and collective local practices (often led by elected municipal councillors) we thus observe the progressive republican challenge to the 'sovereignty' exercised by the Second Empire – especially in urban parts of France. But republicans also learnt much from the bonapartists, borrowing key elements of the festive content of the Saint-Napoleon after 1880 to establish their own national celebration of the 14th of July.

AUTEUR

SUDHIR HAZAREESINGH

Fellow and Tutor en sciences politiques à Balliol College, à l'Université d'Oxford. Il est l'auteur de *From Subject to Citizen* (Princeton, 1998) ; *Intellectual Founders of the Republic* (Oxford, 2001) ; *Francs-Maçons sous le Second Empire* (Presses universitaires de Rennes, 2001, rédigé en collaboration avec Vincent Wright) ; et *The Jacobin Legacy in Modern France* (Oxford, 2002). Ses deux prochains ouvrages paraîtront en 2004, l'un portant sur les fêtes civiques du Second Empire et l'autre sur la légende napoléonienne en France au XIX^e siècle.